



Discours de Mischaël Modrikamen à l'occasion du 5eme anniversaire Nivelles le 05/12/2014

M le Chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de Russie ;

Cher Ivan Rioufol,

Chers amis,

Quel bonheur d'être ce soir en famille, de nous retrouver car le PP est un vrai parti populaire ou toutes et tous se retrouvent et s'accomplissent dans l'action. Voici environ 6 ans, le projet de lancer un nouveau mouvement politique faisait son chemin dans ma tête. Par nécessité.

Je n'acceptais plus, comme nous tous ce soir, ce « politiquement correct », ce refus de nommer les choses par leur nom. Je ne supportais plus que tous les maux et les dérives constatées chaque jour par les citoyens ordinaires, soient niés, minimisés, voire ridiculisés par une certaine presse, nos prétendues élites et bien sur les partis traditionnels.

Ces maux qui rongent notre société ont pourtant un nom.

Ils s'appellent tout d'abord : perte de tout repère moral, oubli de notre histoire, oubli de l'histoire tout court. Négation de tout ce que l'occident judéo-chrétien a apporté à l'humanité, culpabilisation permanente de ce que nous sommes. Négation de ce que notre pays, la Belgique, est et a été, de ce qu'elle représente encore pour beaucoup. Négation de la famille qui a été le socle de nos sociétés et de leur pérennité.

Pour bon nombre de bien-pensants, tout est en effet relatif, tout se vaut, même les pratiques les plus arriérées qui nient la dignité humaine ou l'égalité homme/femme puisqu'elles viennent d'ailleurs. Cet ailleurs qui doit toujours être préféré à ce que nous sommes. Mais, lorsque tout se vaut, rien n'a plus de valeurs.

Le second mal qui nous accable, c'est un état obèse qui asphyxie les salaires, les indépendants, les entrepreneurs, les retraites par des taxes de plus en plus lourdes et de régulations de plus en plus tatillonnes et absurdes.

C'est ainsi le pouvoir de gauche qui décide de taxer l'outillage des entreprises alors que la Wallonie manque cruellement d'industrie. Ce PS là, ce CDH qui a renié son héritage chrétien, les voilà revenu au temps de Zola.

Et à cote de cela, ils nous annoncent le plan Marshall 4.0. Les Marshall 1 et 2 ont été décevants. On saute le 3 pour passer au 4. Sans doute pour aller plus vite... Et ils s'acharnent pourtant avec des recettes qui ne marchent pas. Peu d'emplois créés malgré d'importantes dépenses. A la 17ième version du plan Marshall, tout aussi inefficace, auront-ils enfin compris ? J'en doute.

Les socialistes ne comprennent pas que la richesse ne se décrète pas et que l'état ne l'a jamais générée.

C'est cet état contrôlé par les partis traditionnels qui nous taxe chaque jour un peu plus pour préserver son train de vie, ses dépenses inutiles et tous les privilèges dont nos dirigeants et leurs amis profitent. Ils taxent en effet toujours plus mais refusent de supprimer tout ce qui est devenu inutile.

Nous n'avons pas besoin de conseils provinciaux, de députés permanents, de Communauté française, d'une centaine d'intercommunales, de 150 sociétés parapubliques et autres machins en Wallonie. Nous n'avons pas besoin de milliers d'ASBL subventionnées.

Nous n'en avons pas besoin parce qu'elles sont peu efficaces au regard de ce qui est dépensé. Quelques institutions suffiraient à faire face, aux besoins des citoyens. Si toutefois on introduisait le critère et de rendement et d'efficacité. Mais ces institutions inutiles servent aussi à caser les copains, les copains des copains et parfois les coquins.

Un autre mal, c'est au contraire cet état qui démissionne là où justement il devrait agir. Qui démissionne lorsqu'il renonce à protéger ses citoyens face aux criminels, laissant la justice défaillir, laissant les délinquants impunis et les peines non exécutées.

C'est un état et un système qui ferme les yeux et tolère les vols, les agressions, la violence gratuite. C'est un état, un système qui a oublié les victimes et privilégie les délinquants et leurs droits. Leurs fameux droits, toujours plus poussés.

Une de nos grandes criminelles, institutrice de profession et qui a pourtant laissé mourir de faim des fillettes violées et martyrisées, peut aujourd'hui étudier le droit, partir au Club Med dans les îles, se faire coiffer à Knokke, et ce après avoir purgé moins de la moitié de sa peine. Le tout sans jamais avoir indemnisé les parents des victimes du moindre euro.

Elle a le droit à l'oubli, au pardon, à une deuxième chance mais si un ministre NV-A a serré la main de Le Pen voici 20 ans, la tache est indélébile et définitivement infamante.

Le mal qui nous accable, c'est un état qui dispose de policiers souvent courageux mais tellement démotivés lorsqu'ils voient le fruit de leur travail réduit à néant par une justice laxiste.

Le mal, c'est un état où un bourgmestre de notre capitale laisse ses propres policiers en danger, encerclés et assaillis par une horde de nervis gauchistes et leur refuse des renforts, les exposant à la violence la plus brutale. Il est vrai que ce bourgmestre de Bruxelles était trop occupé à lui-même manifester, avec le camp d'en face et le soir à regarder un bon James Bond (comme il l'a déclaré) quand les policiers victimes pensaient leur blessures.

Mais c'est au contraire un état qui s'en prend systématiquement à l'automobiliste ordinaire, au citoyen paisible, et là avec sévérité et intransigeance, s'il a simplement oublié sa ceinture, s'il est mal garé ou s'il roule un peu trop vite.

C'est ce pouvoir qui a laissé entrer et laisse toujours entrer des centaines de milliers d'immigrés dont une partie, je dis bien une partie, ne partage pas nos valeurs et coutumes – et ne compte pas les partager – qui ne parle pas nos langues, n'a aucune formation et n'entend parfois en rien contribuer au bien-être commun.

A bien des égards, la gauche multi culturaliste procède en pleine connaissance de cause, a un véritable remplacement de population, « tiers-mondisant » sans limite ni réflexion nos villes et obtenant ainsi de nouveaux électeurs a qui elle s'empresse d'accorder la nationalité.

Que serait le PS à Bruxelles sans le vote arabo-musulman ? Rien !

Cette immigration se fait au détriment bien sur des populations belges de souche mais aussi de tous les étrangers qui se sont établis, adaptés, contribuent au bien être commun et que je salue ce soir. Car d'autres viennent en Belgique, en pleine connaissance de cause se servir allègrement au buffet de la sécurité sociale belge.

Mais ce buffet, il est vide. Ce buffet, nous le payons tous, belges de souches et immigrés qui ont joué le jeu de l'intégration et du travail. Mais nous n'entendons plus le remplir, ce buffet comme de simples cochons payeurs. C'est fini !

D'autres, travaillant aux conditions prévalant dans leur pays européens d'origine, de Bulgarie, de Roumanie, viennent injustement concurrencer les travailleurs soumis aux conditions de salaire et de sécurité sociale belge.

Et l'hécatombe est là. Les petits entrepreneurs, les PME, qui constituent la colonne vertébrale de notre activité économique sont frappés de plein fouet. Le nombre de faillites explose dans notre pays, créant drame social, désespoir, incompréhension.

Les technocrates européens qui nous ont imposé cette ouverture des frontières irréfléchie, sans en mesurer les conséquences, sont des irresponsables. Engoncés dans leurs privilèges, leur confort coupé de toute réalité, nous les récusons. Ils sont en réalité eux-mêmes les fossoyeurs de l'idée européenne.

Parce que cette Europe là, nous n'en voulons pas.

Un autre mal qui nous accable, c'est le nivellement par le bas de notre éducation.

Le socialisme est passé par là. L'enseignement, à force d'égalitarisme, du déni de l'effort individuel, forme des étudiants dont le niveau général s'effondre. Tout le monde aura son certificat secondaire, voire universitaire mais ce diplôme est vidé de sens et de contenu. L'ascenseur social, par l'intelligence, le travail, ne fonctionne plus.

Nous formons moitié moins d'ingénieurs qu'il y a 20 ans. Notre taux de dépôt de brevets industriels est en net recul. C'est notre futur qu'on hypothèque !

Voilà le constat. Et je pourrais vous dresser une longue litanie désespérante.

Tous ça, chers amis épris de bon sens, vous qui avez ouvert les yeux sur la réalité, vous le savez. Mais, si le Parti Populaire, c'est le courage de la nécessaire vérité sur notre situation, c'est aussi le parti de l'espoir, le parti de la volonté et le parti d'une vision renouvelée.

C'est le parti des hommes et des femmes qui refusent cette fatalité, des hommes et des femmes qui se dressent et disent : ca suffit. Des hommes et des femmes qui disent : Nous n'avons pas peur ! Nous sommes debout ! Vous ne nous ferez plus taire ! Et nous nous mettons en marche !

Après seulement 5 petites années d'existence, 6 % des francophones de ce pays nous font déjà confiance. 150.000 électeurs ont voté pour nous.

Les bien-pensants peuvent dire tout le mal de nous, la presse nous ignorer voire nous boycotter. Le système électoral corrompu, digne d'une république bananière, peut nous priver des sièges supplémentaires qui nous revenaient de droit, ils ne pourront plus nous arrêter et ce pour une raison très simple : nous marchons dans le sens de l'histoire et les peuples d'Europe se réveillent tous. Tous !

Les peuples d'Europe prennent conscience de ce que les partis traditionnels nous ont mené en bateau. Que tout ce que l'on nous a vendu comme vérité d'évangile : c'est du vent :

Le changement climatique qui culpabilise nos sociétés développées : foutaises !

L'immigration massive, une chance pour l'Europe ? On voit le résultat !

Le multiculturalisme : une richesse ? A d'autres !

L'état nounou : le nirvana ? Il déresponsabilise les individus et est impayable à terme.

Mais soyons concrets

Un gouvernement est sorti des urnes de mai 2014. Il a rejeté le PS wallon et ses satellites serviles du CDH et d'ECOLO dans l'opposition. C'est bien. Ce gouvernement présentait donc une chance historique de procéder à des réformes majeures, en profondeur.

Mais il manque de souffle, de vision, de caractère. Il propose des demi-mesures qui seront insuffisantes pour sortir ce pays de l'ornière, pour assurer un futur digne à nos enfants.

Ce gouvernement fait de toute façon face à l'opposition totale des syndicats, de la gauche, d'une large partie de la presse. Mais il a peur d'aller jusqu'au bout des nécessaires réformes. Bref de proposer des mesures réellement révolutionnaires.

C'est la raison pour laquelle, il était impossible de lui accorder notre confiance même si nous pouvons soutenir les mesures ponctuelles qui vont dans le bon sens.

Par contre chers amis, la feuille de route du PP, elle est claire, structurée, volontariste.

Pas de bla-bla, pas de langue de bois. C'est pour cela que les citoyens se tournent vers nous. Parce que nous pensons d'abord aux citoyens et pas à l'intérêt de notre parti !

Notre ADN est limpide.

Nous sommes un parti de citoyens, créé par des citoyens et pour les citoyens. Nos solutions n'émanent pas de penseurs en chambre, elles émanent de ce qui est constaté sur le terrain et le bon sens.

Nous sommes un parti démocratique. Nous croyons dans le jeu des institutions et pas comme d'autres, dans le recours à la rue, à la violence.

Si nous sommes fermes sur les questions d'immigration et d'identité, nous récusons toute forme de racisme et de rejet de l'autre. Les racistes, les antisémites, ceux qui rejettent l'autre en raison de ce qu'il est, de sa race, de sa couleur, de sa religion, n'ont rien à faire au sein de notre parti. Nous sommes intransigeants sur cela.

Ceux qui, quelles que soient leurs origines, partagent notre socle commun de valeurs et veulent contribuer au bien-être commun sont les bienvenus et dans ce parti et dans notre pays.

Nous sommes un parti de belges, de wallons et de bruxellois, fiers de nos origines et de notre identité gauloise. Nous ne croyons pas qu'une Europe basée sur des concepts creux, et qui nous sert une soupe technocratique dont elle à le secret, peut remplacer notre identité et nos institutions.

Nous sommes aussi un parti de gens debout. Libres. Nous ne nous couchons pas face à l'insulte, la moquerie, les calomnies, les menaces, l'intimidation politique ou judiciaire. Nous ne nous coucherons pas. Nous ne tairons plus. Nous ne changerons pas de cap car notre route est la seule qui puisse assurer un avenir à nos enfants.

En réalité l'establishment politique francophone à peur du PP. Et vous savez quoi : ils ont raison d'avoir peur. Parce que nous bousculerons leurs privilèges dans l'intérêt des citoyens.

Que voulons nous faire ?

D'abord préservera notre peuple, notre culture, notre identité. Nous voulons préserver notre cohérence sociale et assurer la sécurité de nos concitoyens.

L'islamisme est une menace mortelle qui pèse sur l'occident, sur le monde.

Selon une étude de l'université de milan, 38 % des messages postés en arabe sur Facebook dans notre pays soutiennent les barbares de l'état islamique.

38 %, vous avez bien entendu. Seul le Pakistan fait pire dans le monde. C'est tout dire.

Ceux qui prêchent la haine chez nous doivent partir. Maintenant et sans délais. Les djihadistes qui partent combattre avec ces barbares ne doivent plus rentrer. Le PP par la voix de son député Aldo Carcaci, a déposé la semaine dernière une proposition de loi en ce sens.

Parce que nous disons ce que nous allons faire et nous faisons ce que nous avons dit que nous ferions.

Aujourd'hui, ces extrémistes combattants reviennent de Syrie, souvent sans surveillance effective chez nous. Le cancer islamiste ronge notre société. Et demain, leurs cellules dormantes frapperont ici des civils innocents.

Nos politiques irresponsables seront complices par négligence du sang versé, eux qui croient que des assistants sociaux peuvent reciviliser des djihadistes qui ont parfois commis les pires atrocités.

Nos frontières doivent à nouveau être contrôlées. Osons dire qu'il faut sortir de Schengen. Un état qui se respecte contrôle ses frontières, vérifie qui rentre et qui sort de son territoire.

Nous rétablirons une société sûre et paisible.

En matière de sécurité, la peur doit changer de camp ! L'accent doit être mis sur les droits des victimes, le maintien de l'ordre et de la tranquillité bref : les honnêtes citoyens protégés. C'est une question de priorité.

La justice doit être rendue dans un délai raisonnable et les peines exécutées.

Les délinquants étrangers récidivistes ou qui ont commis des faits graves doivent être expulsés, après leur peine, ou la purger dans le pays d'origine. Avec 80 % de nos prisons peuplées d'étrangers ou de personnes ayant la double nationalité, souvent récidivistes, qui peut oser prétendre que ces mesures d'écartement généralisées ne feront pas baisser la criminalité ?

N'est-il pas temps, à côté d'une Convention européenne des droits de l'homme de plus en plus instrumentalisée en vue d'affaiblir l'équilibre de nos sociétés, d'adopter une convention des devoirs de l'être humain :

Devoirs envers son prochain, ses aînés, sa famille, le pays d'accueil que l'on rejoint en pleine connaissance de cause?

Il faut ensuite remettre le travail au cœur de notre économie et le valoriser

Si nous voulons maintenir notre niveau de prospérité et garantir la nécessaire solidarité, nous devons changer de priorités et d'urgence. Les dépenses publiques doivent être réduites de 20 %, sans délais. Les subventions de toute nature doivent être supprimées. Les institutions inutiles supprimées.

L'immigration non contrôlée coûte annuellement 7 à 10 milliards €. Les bénéfices sociaux doivent être réservés à ceux qui résident depuis trois ans dans ce pays et contribuent d'abord au bien être commun. La taxation sur le travail doit être réduite, non de 250 € par an comme le propose le gouvernement mais ramenée à un maximum de 35 %.

Au delà, c'est de la spoliation que rien ne justifie. Nos taux excessifs expliquent l'évasion fiscale. C'est une mesure de self-défense qu'appliquent les citoyens qui peuvent le faire.

Il faut encourager l'entrepreneuriat, ceux qui se jettent à l'eau se mouillent la chemise pour créer de l'emploi, de la richesse. Réduire les charges sociales avec les trois premiers emplois sans formalité et avec pour seul coût le salaire brut.

Il faut laisser les entrepreneurs et les citoyens en paix. Je dis à l'état : Laissez nous travailler !

C'est l'avocat qui vous le dit : 70 % des lois et règlements sont inutiles et doivent être supprimés pour se recentrer sur des règles essentielles mais qu'il convient de faire respecter. « Trop de loi tue la loi » nous dit le vieil adage. Et trop de loi tue la liberté.

En d'autres termes, il faut libérer les énergies (et la parole aussi).

Nos responsables politiques, pour la plupart, n'ont jamais fait qu'une chose dans leur vie : vivre de l'argent public et le dépenser. Ils n'ont pas la moindre idée de ce que vit l'entrepreneur qui commence son mois d'activité avec des salaires, des loyers, des charges à couvrir avant d'avoir engrangé le moindre bénéfice.

Notre pays qui était à la pointe du développement nucléaire se demande comment il passera l'hiver sans blackout. L'abandon du nucléaire au profit du renouvelable inefficace a été une catastrophe. Il est temps d'avoir une vision d'avenir : le thorium, le nucléaire vert, sans risque. Mettons nous au travail sans délais.

J'ai la conviction, Mesdames, Messieurs, que sans ces mesures radicales, nous ne nous en sortirons pas. Leur radicalité est la garante d'un changement de cap salutaire. Le reste du monde est en marche. Ceux qui voyagent savent le dynamisme de l'Asie ou de l'Amérique du sud.

Allons-nous nous cantonner dans le déclin d'une Europe larguée ou choisirons nous de relever les défis de notre génération ?

A l'international, privilégions nos vrais amis.

Pourquoi s'acharner sur la Russie qui défend son pré carré en Ukraine des lors que des régions entières peuplées de russophones entendent y faire valoir leur droit à l'autodétermination et veulent le rapprochement avec la mère patrie russe ?

Est-ce parce que le président Poutine défend les valeurs et les intérêts de son pays ? La Russie est notre allié et nous la respectons. Notre député André-Pierre Puget a déposé au Parlement wallon une motion d'apaisement dans le conflit ukrainien.

Les défis à laquelle la Russie, l'Europe mais aussi les Etats-Unis doivent faire face, notamment le fascisme islamiste, sont communs. Nous devons faire front et non nous diviser. Nous ne voulons pas d'une nouvelle guerre froide. M le Chargé d'affaires, transmettez notre message d'amitiés aux plus Hautes Autorités de votre pays.

Nous devons soutenir nos frères chrétiens persécutés au Moyen-Orient et en Afrique. Honte à l'occident qui refuse de leur porter secours et ferme les yeux sur le véritable génocide auxquels ils sont confrontés.

Pourquoi enfin vouloir reconnaître un prétendu état palestinien en Judée-Samarie qui n'a aucune consistance. Je pourrais vous donner de nombreuses raisons historiques, morales, juridiques qui justifient la présence du peuple juif sur ses terres historiques.

Mais ce n'est pas l'objet ce soir. Israël et notre ami et notre allié. Il est notre sentinelle avancée face aux islamistes. Un exemple de courage et une lumière à bien des égards.

Croit-on un seul instant que créer un ixième état arabe quand on voit la situation de faillite de l'Irak, de la Syrie, du Yémen, du Liban, de la Lybie, va solutionner quoi que ce soit ?

Doit-on rappeler que de la Palestine sous mandat britannique, 80 % du territoire a déjà été donné aux arabes. L'état palestinien s'appelle la Jordanie. Reconnaître aujourd'hui un nouvel état palestinien, c'est créer un état terroriste contrôlé par le Hamas aux portes de Tel-Aviv et de Jérusalem, une situation qui vise à affaiblir mortellement notre allié.

Les états européens qui se compromettent ainsi choisissent, comme Chamberlain et Daladier, le déshonneur pour éviter le terrorisme, pour une paix illusoire et pour apaiser les banlieues comme le reconnaissent les caciques du PS français.

Et bien ces lâches des temps modernes auront les deux : le déshonneur et le sang d'innocents qui coulera dans nos rues. Parce que seule la fermeté sur nos principes peut à terme déboucher sur la paix

Quant à nous, dans tous les Parlements où la question se posera, nous voterons contre cette reconnaissance. Et si nous devons être les seuls et les derniers à sauver l'honneur des parlementaires de ce pays, nous serons ceux-là.

Voilà donc la feuille de route de notre parti, de votre parti.

C'est pour cela que je l'ai fondé voici 5 ans et c'est pour cela que nous sommes ici ce soir réunis, dans une ambiance fraternelle.

Mais nous ne sommes pas seuls. Des camarades de combat se réunissent au niveau européen et nous avons formé un parti l'Alliance pour la Démocratie Directe en Europe (ADDE) avec des partis frères, à commencer par l'UKIP de Nigel Farage en Grande-Bretagne.

Notre combat est similaire, l'enthousiasme est le même chez eux. Ils sont sortis grands vainqueurs aux dernières élections européennes. Ils me chargent de vous remettre leur salut amical et leurs encouragements.

Nos amis suédois (les Démocrates de suède) viennent hier de faire tomber le gouvernement socialiste-vert, qui venait d'être formé.

Chers amis, j'ai montré le chemin, en éclaireur, mais le parti, ce sont d'abord ses membres et ses militants.

Sans vous, rien ne se fera, avec vous tout est possible.

Nos 150.000 électeurs, nous vous les devons. C'est pourquoi je voudrais que vous vous leviez pour applaudir ces centaines de militants, humbles et anonymes, qui font notre succès. Et donc aussi vous applaudir aussi souvent.

Inlassablement, ils arpentent, vous arpez, les rues, les marchés. Par tous les temps.

Je ne pourrais vous citer tous, par peur d'en oublier certains mais ils savent, vous savez, que leur nom est gravé dans le marbre de l'histoire de ce parti et dans notre cœur.

Merci mes Amis.

Je voudrais que nous remercions ensuite ceux qui oeuvrent avec moi tous les jours, inlassablement.

Notre vice-président Bruno Berrendorf

Notre député au Parlement fédéral Aldo Carcaci

Notre député au Parlement wallon André-Pierre Puget

Notre symbole de la lutte contre le politiquement correct : Luc Trullemans

Notre secrétaire générale : Yasmine Dehaene

Notre trésorier Willem Toutenhoofd

Notre responsable du Hainaut : Valérie Rasseneur

Notre élu du borinage : Rudi Waselynck

Notre responsable médias sociaux : Alain Capiaux

Tous les autres : Patricia, Gregory, André, Tatiana, Luc, Jacques, Jérôme venez !

Tous ensemble pour clôturer cette partie sérieuse, politique, je vous invite avec moi à rendre hommage à notre pays en reprenant tous ensemble, debout et fiers, Notre hymne national.